



**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

NDICI HR INTPA/2024/458-875

Appel à candidatures pour un soutien financier aux OSC à travers un mécanisme de subvention à des tiers, avec un accent particulier sur les associations des jeunes, les OSC représentant les intérêts des communautés, les organisations et les coalitions de défense des droits humains et des femmes (A1.2.2)

- **Autorité Contractant : Fondation ACRA**
- **Date limite de soumission de la demande complète : 19/03/2026**

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

Index

1. "PENSE LIBRE"	3
1.1 Contexte	3
1.2 Objectives du programme et priorités	4
1.3 Parcours personnalisé de mentoring	5
2. APPEL A CANDIDATURE POUR UN SOUTIEN FINANCIER AUX OSC	5
2.1 Objectifs de l'appel	5
2.2 Configuration de l'Appel	6
3. REGLES APPLICABLES AU PRESENT APPEL A PROPOSITION	7
3.1 Critères d'éligibilité	7
4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET PROCEDURE A SUIVRE	8
4.1 Autres renseignements sur les demandes	8
5. EVALUATION ET SELECTION DE DEMANDEURS	8
6. CLAUSULES DEONTOLOGIQUES ET CODE DE CONDUITE	11
7. NOTIFICATION DE LA DECISION DE L'ADMINISTRATION CONTRACTANTE	12
7.1 Contenu de la décision	12
7.2 Calendrier indicatif	13
7.3 Conditions de participation des OSC sélectionnées au parcours	13
8. LISTE DES ANNEXES	13
8.1 Documents à remplir	13
8.2 Documents pour information	14

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

1. PENSE LIBRE

1.1 Contexte

Le Sahel, une région riche en interactions interculturelles et religieuses, fait face à des défis sociaux et économiques majeurs. C'est l'une des régions les plus pauvres du monde, avec des indices de développement humain parmi les plus bas (Tchad 189e, Burkina Faso 185e en 2022). L'instabilité politique et économique a des conséquences profondes sur les conditions de vie des populations, avec des discriminations à l'encontre des pratiques religieuses et culturelles minoritaires. En novembre 2023, la Commission américaine sur la liberté religieuse a souligné une détérioration rapide de la liberté de religion, due à la fragilité des États sahéliens. La population, en grande majorité jeune (65 % ont moins de 30 ans), est particulièrement vulnérable aux effets des conflits, et la radicalisation dans la région est souvent alimentée par un manque de satisfaction des besoins essentiels, ainsi que par un désir de reconnaissance et d'accomplissement.

En collaborant avec les OSC représentant les minorités, les jeunes, les femmes, les groupes vulnérables, et le monde universitaire, le projet « PENSE LIBRE », cofinancé par l'Union Européenne et implémenté par ACRA en partenariat avec l'UNIMIB, le CRASH e ISTE, vise à un renforcement de la gouvernance et la protection des droits humains au profit de la liberté religieuse ou de conviction, et contribuer à la prévention de la radicalisation dans les deux pays cibles (Burkina Faso et Tchad).

1.2 Objectives du programme et priorités

L'objectif général du projet est de *Contribuer à promouvoir et protéger le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction et au renforcement de la cohésion sociale en renforçant les capacités de la société civile au Sahel* (OG), au Burkina Faso et Tchad.

L'objectif spécifique prévoit que *La société civile, Burkinabé et Tchadienne utilise les partenariats activés, les connaissances acquises et ses capacités renforcées pour contribuer à l'abrogation des pratiques discriminatoires et améliorer l'égalité, l'inclusion, le respect et l'engagement, dans toutes les sphères de la vie publique et privée, des citoyens en particulier les minorités religieuses, les femmes et les jeunes* (OS). Le projet vise à réaliser cet objectif par le biais d'un ensemble d'activités complémentaires visant à réunir OSC, jeunes chercheurs et académiques académiciens, représentants de chefs traditionnels et d'institutions religieuses, structures communautaires, journalistes et opérateurs des différents media afin de valoriser et de renforcer – à travers des formations ciblées et des mises en réseaux - les pratiques qui favorisent la cohésion en créant un contexte de liberté et d'échange culturel et préviennent les stigmatisations voire les attaques contre les groupes vulnérables, souvent instigué par des contextes de violence et d'insécurité générales.

L'adoption d'une approche holistique et intégrée, impliquant toutes les principales parties prenantes et la réalisation d'actions concrètes visées à un renforcement et à un outillage, technique et méthodologique des associations contribuera à l'atteinte de ces objectifs.

La logique d'intervention se base sur la participation des acteurs et la valorisation des connaissances et pratiques qui peuvent relancer une culture de respect des droits et de la pensée religieuse. Les sociétés

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

sahéliennes ont développé et diffusé des pratiques et des savoirs qui facilitent la tolérance et la coexistence pacifique. La crise actuelle représente une perte par rapport à ces pratiques. Le projet entend identifier les menaces à la culture de paix et coexistence pacifique, et relancer – à travers de forum et des formations - les pratiques positives existantes, qui seront une barrière contre intolérances et violences. L'implication des acteurs communautaires locaux qui appliquent concrètement ces pratiques a comme but de traduire en action les acquis de la recherche et faciliter leur appropriation. En plus, ces pratiques peuvent être discutées et diffusées horizontalement entre les 2 pays et acteurs, renforçant la complémentarité des parties impliquées. Le projet a ainsi le but de favoriser ces échanges.

Le mécanisme de subvention à tiers vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC), en particulier féminines et de la jeunesse, d'identification, conception, mise en œuvre de projets et actions concrètes visant à promouvoir des sociétés inclusives et à lutter contre l'intolérance et les pratiques discriminatoires.

Les bénéfices que ces activités souhaitent produire aux associations participant sont résumés ci-dessous :

- Un niveau élevé de compétences techniques en termes de structuration, de fonctionnement, de stratégie d'autonomisation et de pérennisation de leurs activités ;
- Un renforcement de compétences dans le cadre de la « traduction » des besoins en conception de proposition de projets visant la protection des droits humains ;
- Un renforcement de capacités en matière de procédures UE et Mécanismes des subventions ;
- Une dotation financière à travers un *mécanisme de subvention à tiers* (fonds divisé en 2 lots) pour au moins 20 OSC et 2 réseaux/coalitions/ligues, pour la mise en place d'actions visées à la sensibilisation, prévention de pratiques discriminatoires, prise en charge de survivants, organisation d'actions de plaidoyer ;

1.3 Parcours personnalisé de mentoring

Le Parcours personnalisé prévoit des rencontres avec un membre formé du staff ACRA qu'accompagnera l'OSC dans toutes les étapes :

Formations spécifiques et généralistes

Chaque OSC sélectionnée pourra bénéficier d'un parcours de formation qui prévoit :

- 1) Une session générale de formation sur les procédures de gestion des subventions (Manuel ACRA) ;
- 2) Parcours personnalisés de renforcement de capacité et mentoring sur :
 - Gestion des fonds
 - Mise en place d'un plan personnalisé de durabilité des actions avec la définition des objectifs à moyen et long terme
 - Autres thématiques prioritaires identifiées avec les OSC au cours de l'élaboration du parcours
 - Révision de l'analyse SWOT présenté dans le dossier de l'Appel à candidature
 - Plan d'action personnalisé et plan de suivi technique et financière, audit finale.

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

2. APPEL A CANDIDATURE POUR UN SOUTIEN FINANCIER AUX OSC

2.1 Objectifs de l'appel :

Afin de supporter la structuration durable des OSC et augmenter leurs capacités d'identification, conception, mise en œuvre à niveau opérationnel et financier des projets pour la protection des droits humains et liberté de pensée, un appel à candidature est lancé dans chaque pays au début de la deuxième année du projet.

Cette Appel à candidature prévoit la sélection de 20 OSC et 2 réseaux/coalitions/ligues des OSC qui seront bénéficiaires d'un mécanisme de subvention à des tiers, composé de plusieurs étapes :

1. Renforcement des capacités :

- i. Session générale de formation sur les procédures de gestion ;
- ii. Elaboration d'un parcours personnalisé de mentoring ;
- iii. Formations spécifiques et généralistes ;
- iv. Accompagnement technique et administratif et suivi personnalisé.

2. Soutien financier pour la mise en œuvre des projets pour la protection des droits humains et liberté de pensée.

3. Participation à des visites d'échange et de mise en réseaux entre OSC financées dans les différents pays pour 3 OSC présélectionnées de chaque pays.

4. Possibilité de s'engager sur une base volontaire à des activités de recherche-action participative (observation participante, focus groups, atelier de discussion, etc.) visant à analyser les pratiques mises en œuvre par les OSC dans les thématiques clés du projet.

Zones cibles du programme : Tchad (Ville de N'Djamena et province du Logone Occidental), Burkina Faso (ville de Ouagadougou).

2.2 Configuration de l'Appel

L'appel vise à sélectionner 20 OSC et 2 Réseaux/coalitions/ligues par pays, pour mettre en œuvre des projets pour la protection des droits humains et de la liberté de pensée, à travers un mécanisme de financement à des tiers, organisé sur 2 lots :

Critères	Lot 1 - OSC	Lot 2 - réseaux/coalitions/ligues
<i>Entités éligibles</i>	OSC enregistrées au TD, BF, sans but lucratif, ayant la protection des droits humains comme objectif statutaire, actives dans une des zones cibles depuis au moins 3 ans.	Réseaux de OSC enregistrés au TD, BF, avec un bilan annuel d'au moins 100.000 €, sans but lucratif, ayant la protection des droits humains et liberté de pensée comme objectif statutaire, actifs dans une des zones cibles depuis au moins 3 ans.

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

<i>Durée</i>	12 mois (max)	18 mois (max)
<i>Montant par tiers</i>	3.500 € (2.295.849 XAF/XOF) max Le projet finance 100% des coûts totaux éligibles.	70.000 € (45.916.990 XAF/XOF) max Le projet finance 100% des coûts totaux éligibles en accord avec le budget proposé.
<i>Activités éligibles</i>	Sensibilisations de masse pour la promotion des droits humains et focus groupes particuliers sur la liberté de pensée. Activités de prévention des pratiques discriminatoires contre les minorités religieuses et les personnes vulnérables. Actions à support des survivants de pratiques discriminatoires (prise en charge économique, psycho-sociale, etc.). Activités de brassage intra-communautaires. Actions de plaidoyer au niveau communautaire et national. Construction de partenariats stratégiques multi-pays ou multirégional (et activités similaires).	
<i>Critères OSC / réseaux</i>	Structuration organisationnelle des réseaux et OSC ; Expérience préalable dans la capacité de gestion des fonds ; Priorité aux associations incluant personnes appartenant aux groupes minoritaires religieux et vulnérables	

L'appel à projets, ouvert pendant 1 mois, est diffusé par ACRA et ses partenaires à travers un atelier d'information dans chaque pays ainsi qu'à travers des affiches, la radio, Facebook et autres réseaux sociaux, les contacts des réseaux, des partenaires et des OSC cartographiées.

3. REGLES APPLICABLES AU PRESENT APPEL A PROPOSITION

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre du présent appel à candidatures, conformément aux dispositions du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG), qui s'applique au présent appel, disponible sur internet à l'adresse suivante :

[Procédures Contractuelles Applicables A L'action Extérieure De L'union Européenne](#)

3.1 Critères d'éligibilité

Ils existent deux séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

- Les acteurs : le demandeur, c'est-à-dire l'entité qui soumet le formulaire de demande
- La demande : le dossier des documents à inclure dans la demande

a) Éligibilité des demandeurs et documentation à inclure dans la demande

Pour participer au processus de sélection le demandeur doit satisfaire aux exigences suivantes :
LOT 1 :

- Etre une OSC sans but lucratif basée, enregistrées et reconnues dans l'un des 2 Pays du projet (Tchad ou Burkina Faso) dans une des zones/provinces cibles du Programme (Tchad : N'Djamena et Logone Occidentale, Burkina Faso : Ouagadougou) ;
- Avoir la protection des droits humains comme objectif statutaire et programmatique ;
- Etre active dans une des zones cibles du projet depuis au moins 3 ans (ce requis sera analysé à travers le tableau des expériences dans l'Annexe 12).

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

- Avoir un compte bancaire auprès d'une institution financière au nom de l'OSC demandeuse
(Pour les OSC burkinabé : avoir un compte bancaire auprès de la Banque des dépôts du Trésor).

LOT 2 :

- Etre une ligue/réseau/plateforme d'OSC sans but lucratif basée, enregistrées et reconnues dans l'un des 2 Pays du projet (Tchad ou Burkina Faso) dans une des zones/provinces cibles du Programme (Tchad : N'Djamena et Logone Occidentale, Burkina Faso : Ouagadougou) ;
- Démontrer un bilan annuel d'au moins 100.000 € (65.595.700 XAF/XOF) ;
- Avoir la protection des droits humains et liberté de pensée comme objectif statutaire et programmatique ;
- Etre active dans une des zones cibles du projet depuis au moins 3 ans (ce requis sera analysé à travers le tableau des expériences dans l'Annexe 12).
- Avoir un compte bancaire auprès d'une institution financière au nom de l'OSC demandeuse.

b) dossier des documents à inclure dans la demande :

Pour être considéré complet, le dossier de candidature soumis par les OSC/ réseaux/coalitions/lignes doit présenter tous les documents suivants, dûment remplis :

- Formulaire de demande de subvention (Annexe 06)
- Format budget (Annexe 07)
- Liste des membres (Annexe 08)
- Fiche entité légale (Annexe 09)
- Signalétique financière (Annexe 10)
- Expérience du demandeur (Annexe 12)
- Copie du Statut du demandeur en français qui doit spécifier que le demandeur est sans but lucratif et qui doit contenir, parmi ses buts la promotion des droits humains (et la liberté de pensée pour le Lot 2) comme objectif statutaire
- Documents qui prouvent l'enregistrement de l'OSC (agrément/récépissé/documents d'enregistrement du réseau ou Association ou OSC et/ou autorisation de fonctionner/ attestation d'inscription au registre des organismes à but non lucratif) * * *
- Un procès-verbal de la rencontre/assemblée des membres du Demandeur qui sanctionne la participation à l'initiative et avec la désignation des membres du Comité de Gestion pour la réalisation et le suivi du projet
- Lettre de motivation
- Uniquement pour lot 2 : Auto certification gestion des fonds (Annexe 11)
- Où présent, lien à la page web/ Facebook.

* * *Pour les OSC burkinabé Les récépissés des OSC sélectionnées seront partagés au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité (MATM) pour vérification de l'enregistrement de l'OSC dans la base de données dudit Ministère.

4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET PROCEDURE A SUIVRE

Le dossier contenant tous les documents mentionnés à la section 3.1 b. doit être remis au plus tard le 19/03/2026 à : 17h30.

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

Les demandeurs doivent soumettre leur dossier **rédigé en français** uniquement par courriel électronique à l'adresse email :

selectiontchad@acra.it

Avec par objet : **Subvention OSC Projet PENSE LIBRE**

Tous les documents composant le dossier doivent être envoyés en format PDF ou Excel.

L'absence d'une des pièces requises dans le dossier peut conduire au rejet de la demande. Les dossiers manuscrits ne seront pas acceptés.

- Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.

4.1 Autres renseignements sur les demandes

Le demandeur peut envoyer des **questions** pour des éclaircissements à l'adresse e-mail suivant : ct.lib.tchad@acra.it Avec **Objet : APPEL OSC PENSE LIBRE**. Les questions pour des éclaircissements doivent être envoyées **au plus tard le 04/03/2026 à 17h30**. **Les réponses seront publiées sur <https://www.facebook.com/acratchad> au plus tard le 11/03/2026**. De même, il est suggéré de consulter périodiquement la page Facebook susmentionnée pour être dûment informé des questions et réponses publiées. L'envoi d'une requête pour des éclaircissements n'est pas obligatoire et n'impliquera en aucun cas l'approbation de la demande présentée. Pour que tous les demandeurs puissent bénéficier de l'égalité de traitement, Fondation ACRA ne sera pas en mesure de donner un avis préalable sur l'éligibilité des demandes ou d'activités spécifiques.

5. EVALUATION ET SELECTION DE DEMANDEURS

Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après. Si l'examen de la demande révèle que l'action proposée ne satisfait pas aux critères d'éligibilité énoncés à la section 3.1 la demande sera rejetée pour ce seul motif.

L'équipe technique du projet est chargée de l'**Evaluation Etape 01**.

Le Comité de Sélection (CdS) est chargé de l'**Evaluation Etape 02**.

Des Comités de Sélection (CdS), en charge de l'évaluation technique des propositions reçues et l'approbation éventuelle de la remise des fonds, seront mise en place dans chaque pays et dans chaque zone d'intervention (N'Djamena et Logone Occidental-Tchad, Ouagadougou-Burkina Faso).

La composition des CdS varie selon les exigences contextuelles de chaque pays* :

Burkina Faso	1 représentant d'ACRA
	1 représentant du partenaire ISTE

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

	1 représentant du Ministère de la Justice et des Droits humains
	1 représentant du Ministère de l'Administration territoriale et de la mobilité
	1 représentant du Ministère de l'Action humanitaire et Solidarité nationale
	1 représentant désigné par l'autorité locale (mairie de Ouagadougou)
	1 représentant de l'Observatoire National des Faits Religieux
Tchad	1 représentant d'ACRA
	1 représentant du partenaire CRASH
	1 représentant du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle
	1 représentant du Ministère du Développement Touristique, de la Culture et de l'Artisanat
	1 représentant du Ministère de la Jeunesse et des Sports
	1 représentant du Ministère des Finances, de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale
	1 représentant désigné par l'autorité locale

Les sessions du CdS peuvent prévoir la présence d'observateurs externes au Comité. Ces personnes n'auront pas droit de voter, mais elles pourront assister au processus de sélection.

*NB : les membres du CdS doivent être toujours en nombre impair. En absence du représentant d'une des catégories citées ci-haut, un membre additionnel devra être désigné.

Une déclaration d'impartialité et de confidentialité (Annexe 02) sera signée par tous les membres votants.

Les CdS se rencontreront selon les exigences par rapport au nombre des candidatures reçues et aux zones de provenance des propositions et seront formés sur le Manuel de Gestion de Fonds de ACRA.

Etape 1 : ouverture et vérification administrative

Au stade de l'ouverture et de la vérification administrative, les éléments suivants seront évalués :

- Respect de la date limite. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée ;
- Complétude du dossier de candidature, avec la documentation énumérée au point 3.1.b.

Etape 2 : évaluation technique de la demande

Les demandes qui passent l'étape 01 avec succès sont ensuite évaluées par le CdS sur la base des critères d'évaluation de la grille d'évaluation reproduite ci-après.

Grille d'évaluation :

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

Rubrique	Note maximum
1. Gouvernance et Capacité financière – opérationnelle du demandeur	20
1.1 Les membres du bureau ont-ils été élus par les autres membres de l'association ?	5
1.2 Des assemblées internes sont-elles organisées régulièrement afin de favoriser la coordination et l'échange d'informations ? Les PV sont disponibles ?	5
1.3 Le demandeur possède en interne une expérience suffisante en matière de gestion de projet : 3 ans d'expérience (3 note), entre 4 et 5 ans (4 note), plus de 5 ans (5 note)	5
1.4 Le demandeur possède une expérience suffisante dans la capacité de gestion des fonds liés à l'implémentation de projets dans les dernières deux années solaires (2024, 2025) :	5
2. Pertinence	35
<i>Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs et priorités de l'appel à propositions, aux thèmes/secteurs/domaines spécifiques ou à toute autre exigence particulière mentionnée dans les lignes directrices à l'intention des demandeurs ?</i>	
2.1 Le projet met en œuvre des actions qui favorisent la participation et l'engagement civique et politique dans les domaines clés pertinents pour chaque pays	5
2.2 Le projet met en œuvre des actions dans un ou plusieurs des thèmes prioritaires : liberté de pensée, respect des droits humains, prévention des conflits et renforcement de cohésion sociale	5
2.3 Y a-t-il une cohérence entre les activités mises en œuvre précédemment par l'OSC et l'objectif du projet de favoriser la liberté de pensée et la promotion/défense des droits humains ?	5
2.4 Association à composition majoritairement féminine (> 50% des membres) <u>ou</u> incluant en majorité des jeunes vulnérables (> 50% des membres) (égal à 50% : 3 note ; entre 51% à 60% : 4 note ; plus de 60% : note 5) <u>ou</u> Association avec majorité des membres de moins de 35 ans (au moins 50% des membres des organes décisionnels avec moins de 35 ans <u>ou</u> au moins 60% des membres de l'organisation/association/réseau avec moins de 35 ans). Pour les organes décisionnels : égal à 50% = 3 note ; entre 51% à 60% = 4 note ; plus de 60% = note 5 ; pour les membres de l'association : égal à 60% = 3 note ; entre 61% à 70% = 4 note ; plus de 70% = note 5) (A évaluer sur la base de l'annexe 8)	5
2.5 Le projet proposé prévoit de rejoindre le nombre de bénéficiaires demandé (au moins 100 pour le lot 1, au moins 1500 pour le lot 2)	5
2.6 Les participants (bénéficiaires finaux, groupes cibles) sont clairement définis et leur choix est pertinent d'un point de vue stratégique ; leurs besoins et leurs contraintes ont été clairement définis et ils sont convenablement abordés dans la proposition.	5
2.7 La proposition contient des éléments apportant une valeur ajoutée particulière : une attention particulière démontrée vers la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes	5

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

3. Conception de l'action	10
3.1 Dans quelle mesure la conception de l'action est-elle cohérente ? La proposition indique-t-elle les résultats que l'action devrait permettre d'atteindre ? La logique d'intervention explique-t-elle la raison d'être des résultats attendus ? Les activités proposées sont-elles appropriées, concrètes et cohérentes avec les produits et le ou les effets envisagés ?	5
3.2 La conception reflète-t-elle une analyse solide des problèmes existants, ainsi que des capacités des parties prenantes concernées ?	5
4. Approche de mise en œuvre	10
4.1 Le plan d'action prévu pour la mise en œuvre de l'action est-il clair et réalisable dans les 12 mois prévus (18 pour le Lot 2) ?	5
4.2 La proposition inclut-elle un système de suivi efficace et efficient ?	5
5. Durabilité de l'action	15
5.1 L'action est-elle susceptible d'avoir un impact tangible sur les groupes cibles ?	5
5.2 L'action est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs, y compris la possibilité de reproduction, d'extension, de mise à profit de l'expérience et de partage des connaissances ?	5
5.3 Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables ? - sur le plan financier (<i>par exemple, financement d'activités de suivi</i>) - sur le plan institutionnel (<i>les structures permettront-elles le maintien des résultats de l'action à la fin de celle-ci ? Y aurait-il « appropriation » locale des résultats de l'action ?</i>) - sur le plan environnemental (s'il y a lieu) (<i>l'action aura-t-elle un impact positif/négatif sur l'environnement ?</i>)	5
6. Budget et rapport coût-efficacité de l'action	15
6.1 Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget ?	5
6.2 Le ratio entre les coûts estimés et les résultats est-il satisfaisant ?	10
Note totale maximum	105

Les dossiers recevant une **note inférieure à 50** sont automatiquement exclus.

Au cas de deux dossiers avec la même note, il sera priorisé le dossier avec la note la plus élevée dans la rubrique « Pertinence » et dans la sous-rubrique 2.4.

6. CLAUSULES DEONTOLOGIQUES ET CODE DE CONDUITE

a) Absence de conflit d'intérêts

Le demandeur ne peut se trouver dans aucune situation de conflit d'intérêts ni avoir aucun lien de type équivalent avec d'autres demandeurs ou d'autres parties au projet. Toute tentative d'un demandeur visant à se procurer des informations confidentielles, à conclure des ententes illicites avec ses concurrents ou à

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

influencer le comité d'évaluation ou l'administration contractante au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des demandes entraînera le rejet de sa demande et l'expose à des sanctions administratives conformément au règlement financier en vigueur.

b) Respect des droits de l'homme ainsi que de la législation environnementale et des normes fondamentales en matière de travail

Le demandeur et son personnel doivent respecter les droits de l'homme. En particulier, et conformément à la loi applicable, les demandeurs qui se sont vu attribuer une subvention doivent respecter la législation environnementale, y compris les accords environnementaux multilatéraux, ainsi que les normes fondamentales du travail applicables, telles que définies dans les conventions de l'Organisation internationale du travail en la matière (comme les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé ou obligatoire et sur l'abolition du travail des enfants).

c) Lutte contre la corruption

Le demandeur doit respecter les lois, règlements et codes de conduite applicables en matière de lutte contre la corruption. La Fondation ACRA se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement d'un projet si des pratiques de corruption, de quelque nature qu'elles soient, sont découvertes à n'importe quel stade de la procédure d'attribution ou pendant l'exécution d'un contrat et si l'administration contractante ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation. Aux fins de la présente disposition, on entend par « pratique de corruption » toute offre de paiement illicite, de présent, de gratification ou de commission à quelque personne que ce soit à titre d'incitation ou de récompense pour qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution d'une subvention ou à l'exécution d'un contrat déjà conclu avec l'administration contractante.

d) Manquement aux obligations, irrégularités ou fraude

L'administration contractante se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure lorsqu'il s'avère que la procédure d'attribution a été entachée d'un manquement aux obligations, d'irrégularités ou de fraude. Lorsqu'un manquement aux obligations, des irrégularités ou des fraudes sont découverts après l'attribution de la subvention, l'administration contractante peut s'abstenir de conclure le contrat.

e) PSEA

ACRA applique une tolérance zéro pour toute violence, abus ou exploitation des enfants et des adultes vulnérables commis par son propre personnel, par le personnel de ses partenaires ou tout autre personnel associé à l'organisation. Les contrôles de sécurité font donc partie intégrante du processus de sélection. Le candidat retenu devra s'engager à respecter et à promouvoir la Protection Contre l'Exploitation Sexuelle Et Politique en Matière d'Abus (PSEA) et la Politique de Prévention Et De Protection de l'Enfance de l'organisation.

7. NOTIFICATION DE LA DECISION DE L'ADMINISTRATION CONTRACTANTE

7.1 Contenu de la décision

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

A la fin du processus de sélection, le représentant d'ACRA du CdS enverra une lettre de rejet/d'acceptation/de mise en liste d'attente aux OSC. Les OSC seront donc informés par écrit de la décision de l'administration contractante concernant leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

7.2 Calendrier indicatif

#		DATE	HEURE
1	Atelier d'Appel à candidature	Le 18 février 2026	A partir de 09h00
2	Date limite à laquelle les éventuelles demandes de clarifications doivent être adressées à l'administration contractante	04 mars 2026	
3	Date limite à laquelle l'administration contractante doit répondre aux demandes de clarifications	09 mars 2026	
4	Date limite de soumission des propositions	19 mars 2026	17h30
5	Notification de l'attribution (après vérification de l'éligibilité)	Avril	
6	Signature du contrat	Avril	

Toutes les heures correspondent au fuseau horaire du Tchad.

Ce calendrier indicatif renvoie à des dates provisoires et peut être mis à jour par l'administration contractante au cours de la procédure. Dans ce cas, le calendrier mis à jour sera publié sur la page Facebook ACRA Tchad (<https://www.facebook.com/acrat Chad>)

La liste des OSC sélectionnées sera affichée à (Moundou Ndjamena) et communiquées aux autorités locales et aux animateurs de terrain qui seront chargés de contacter les OSC sélectionnées.

7.3 Conditions de participation des OSC sélectionnées au parcours

Suite à la décision du CdS, une convention sera signée entre le représentant légal des OSC sélectionnés et le représentant légal d'ACRA Tchad. L'accord fixera les conditions de la coopération et la répartition des Responsabilités entre les parties. En signant le document de convention, l'OSC accepte les conditions

**Promotion de l'Égalité, de la Non-discrimination, de la Solidarité, et du Renforcement de la Cohésion Sociale,
en faveur d'une société civile Libre de penser, de croire et de pratiquer sa religion au Sahel**

contractuelles fixé par la convention. (Annexe 05).

8. LISTE DES ANNEXES

- Annexe 01 (1a/1b/1c) : Lettres aux demandeurs
- Annexe 02 : Déclaration d'impartialité et de confidentialité CdS
- Annexe 03 : Grille d'évaluation
- Annexe 04 : Rapport de Sélection des CdS
- Annexe 05 : Conventions de financement
- Annexe 06 : Formulaire de demande de subvention
- Annexe 07 : Format budget
- Annexe 08 : liste des membres
- Annexe 09 : Fiche entité légale
- Annexe 10 : Signalétique financière
- Annexe 11 : Auto certification gestion des fonds
- Annexe 12 : Expérience du demandeur
- Lignes Directrices administratives Appel MULLIB

NOTA BENELe présent document avec ses annexes sont diffusés sur la Page Facebook ACRA Tchad et déchargeables au lien suivante : <https://www.acra.it/cosa-puoi-fare-tu/appels>**